



COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

25 août 2017

Visite de suivi de la situation et des réponses humanitaires dans le Grand Sud de Madagascar



Ambvombe 25 août 2017. Ce jour marque la fin de la visite conjointe de deux jours, effectuée dans les Régions Anosy et Androy, par une délégation comprenant le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies à Madagascar, Mme Violette Kakyomya, des Chefs d'agence du Système des Nations Unies, du Ministre-Conseiller et Chef de bureau de l'Ambassade de Norvège, M. Johan Meyer, du Conseiller de l'Ambassade du Japon, M. Yorio Ito, ainsi que du Secrétaire Exécutif du Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC) M. Thierry Venty. Cette visite avait pour objectif de constater l'amélioration significative de la situation humanitaire dans le Grand Sud de

Madagascar, et de faire le suivi des différentes initiatives multisectorielles déployées le cadre de la réponse aux effets de la sécheresse. Parmi ces initiatives se trouve le projet conjoint « *Soutien à la réponse humanitaire et aux activités de relèvement précoce aux personnes les plus vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sévère, touchées par la sécheresse dans la région d'Androy, Grand Sud de Madagascar* », financé par le Gouvernement japonais.



Sept (7) sites dans les districts d'Amboasary et d'Ambovombe ont été visités par la délégation, incluant le Centre de Santé de Base d'Ambondro et l'EPP Anatirova, la piste rurale réhabilitée Erada-Ambovombe (Programme « *argent contre travail assorti d'épargne* »), le Programme FIAVOTA (Transfert monétaire d'urgence), le champ Bevala pour l'appui aux petits producteurs, la rivière Mandrare et son système de captage d'eau par pipeline à Amboasary, et la production de semences à grande échelle à Tsarapioke. Une présentation du premier bulletin sur les déplacements de la population (DTM) et du projet d'extension du bureau du BNGRC a également été faite au Bureau de la coordination locale.

Cette visite conjointe a été précédée, une semaine auparavant, d'un atelier de trois jours sur les leçons apprises des réponses au phénomène climatique El Nino dans le Grand Sud de Madagascar.

En effet, Madagascar, comme sept autres pays d'Afrique Australe, a fait face à trois années successives de sécheresse, aggravée par le phénomène El Nino au cours de la campagne agricole 2015-2016. Cette sécheresse a fortement affecté les régions semi-arides des régions Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, zones où vivent 1,7 millions de personnes. Ainsi, près d'un million de personnes ont nécessité une aide humanitaire immédiate entre 2016 et 2017, selon les résultats d'analyse du «Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire» (IPC). Ces personnes étaient classées dans les phases qualifiées d'urgence (phase 4) et de crise (phase 3).

Dans ce contexte, un plan de réponse humanitaire a été élaboré en février 2016 et révisé en octobre 2016 pour couvrir la période allant jusqu'en juin 2017. Ce plan a été mis en œuvre avec un budget total de 154,9 millions de dollars américains, couvert à 65% grâce aux contributions du Gouvernement et de ses partenaires. Par ailleurs, un Plan de relèvement et résilience (PRR) a été développé et va couvrir jusqu'en 2019. Ces deux plans ont été conjointement élaborés avec le Gouvernement Malagasy à travers le BNGRC, avec l'appui de l'Equipe Humanitaire Pays, dont les agences du Système des Nations Unies.



Par ailleurs, la saison des pluies a été favorable à l'agriculture dans la plupart des districts du Grand Sud en 2016 et 2017. Grâce à la combinaison de ces bonnes précipitations et des interventions, la situation humanitaire s'est améliorée par rapport aux deux années précédentes. L'analyse IPC menée en juin 2017 a révélé que, pour la période de juin à septembre 2017, aucun district ne sera classifié en phase urgence alors que c'était le cas de trois districts et quatre communes de Taolagnaro l'année dernière, à la même période. En effet, environ 400 000 personnes seront en phase crise et phase urgence dans tous les districts contre 850 000 personnes en 2016, soit 25% de la population totale de la zone. Les récentes enquêtes nutritionnelles SMART ont révélé un taux de malnutrition aiguë sévère en dessous du seuil d'urgence de 3% dans huit districts, tandis que trois districts se trouvaient au-dessus du seuil d'alerte de la malnutrition aiguë globale (MAG) de 10 % et cinq districts en dessous du seuil d'alerte de la MAG. Les résultats de l'IPC pour la malnutrition aiguë menée en juillet 2017 ont classé cinq districts en phase 2 (alerte) et les trois autres districts en phase 3 (sérieux).

Cependant, les acteurs humanitaires reconnaissent qu'il y a encore plus de 410 000 personnes toujours en IPC phase 3 et 4, soit 25% de la population totale des trois régions du Sud, pour la période de juin à septembre 2017 (selon le résultat de l'analyse IPC menée en juin 2017), pour lesquelles une assistance humanitaire d'urgence sera requise. Pour les populations en insécurité alimentaire modérée, la Stratégie de relèvement et de résilience

devra être renforcée pour assurer le continuum entre l'humanitaire et le développement. Plus de 73% de la population des neuf districts affectés continuent d'utiliser des points d'eau non améliorés ; la santé des populations les plus vulnérables reste à risque, principalement celles qui vivent dans des zones difficilement accessibles (plus de 10 km des centres de santé), et la vigilance reste de rigueur pour les districts en Phase 3 pour éviter un nouveau basculement en phase d'Urgence (Phase 4). Tout cela est fragilisé par la vulnérabilité structurelle et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique qui frappe le Grand Sud.



En effet, l'atelier de leçons apprises post-El Niño a permis de tirer les grandes conclusions suivantes :

1. L'élaboration au niveau du Grand Sud d'un manuel de procédures de coordination, en cohérence avec le manuel disponible au niveau national ;
2. La mise à disposition des ressources suffisantes pour la coordination : bureau de coordination par région, espaces suffisantes, capacités des personnels, etc. ;
3. La conduite d'une planification pluriannuelle intégrant les dimensions humanitaire, développement, protection sociale et relèvement ;
4. En attendant, le maintien mais avec une révision du Plan de relèvement et de résilience (PRR) comme outil de transition, la poursuite des actions humanitaires surtout pour les zones encore classées en phase Urgence, et la révision du plan de contingence sécheresse ;

5. La vulgarisation et la traduction de tous ces outils de planification en documents opérationnels pour les acteurs sur place, en tenant compte des capacités de mise en œuvre de ces acteurs ainsi que des capacités de résilience de la communauté ;

6. L'opérationnalisation de la stratégie de communication pour le Grand Sud ;

7. L'appropriation et la pérennisation en termes de budget de fonctionnement et des ressources humaines du système d'alerte précoce et des autres systèmes d'information une fois relancés ;

8. L'actualisation de la cartographie de toutes les interventions dans le Grand sud.

Dans la continuité de ces recommandations, la mise en œuvre du Plan de relèvement et de résilience (PRR) constitue une priorité. Pour rappel, ce plan vise à maximiser les efforts humanitaires mis en place depuis la crise, mais surtout à s'attaquer aux causes structurelles de la vulnérabilité des populations et des institutions. Parmi ces causes figurent la difficulté d'accès à l'eau, les systèmes agricoles défailants, les faibles opportunités d'emploi, la dégradation de l'environnement, le mauvais état des routes, le manque de capacités des collectivités locales décentralisées.

Ainsi, la proposition programmatique du Système des Nations Unies et de ses partenaires ministériels, avec le soutien des partenaires, consiste à promouvoir et développer une transition entre les interventions humanitaires avec celles de développement via un relèvement résilient des ménages vulnérables et des institutions. Le projet conjoint financé par le Gouvernement japonais, au profit de 750 000 personnes dans la région d'Androy, région la plus affectée par cette crise, qui soutient la relance du système d'alerte précoce interrompu depuis 2011 en est un exemple. Parallèlement, le projet de protection sociale sera poursuivi ainsi que celui de relèvement économique.



Madagascar Grand Sud. Plan de Relèvement et de Résilience à 189 millions USD sur 3 ans, mais financé à